



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

FÉDÉRATION SUD ÉDUCATION

 WWW.SUDEDUCATION.ORG

 FEDE@SUDEDUCATION.ORG



Paris, le 20 décembre 2024

RENDEZ-VOUS EN JANVIER POUR UNE RENTRÉE DE MOBILISATION !

SUD éducation remercie les personnels de l'Éducation nationale pour leur détermination à faire vivre le service public d'éducation.

SUD éducation exprime toute sa solidarité pour les personnels, les élèves et les habitant·es de Mayotte qui subissent les conséquences dramatiques du cyclone Chido et les carences des politiques publiques. Cette catastrophe est à la fois sociale et écologique dans ce département le plus pauvre et le plus jeune. Plutôt que d'assumer la responsabilité de l'Etat français dans cette crise, le ministre de l'intérieur et le Président de la République tentent de tenir les personnes migrantes pour responsables. L'État ne met pas en œuvre les moyens nécessaires pour recenser le nombre de victimes. L'État doit impérativement fournir les moyens d'un plan de reconstruction ambitieux. SUD éducation a lancé une caisse de solidarité pour venir en aide aux habitant·es de Mayotte et appelle les personnels à participer à toutes les initiatives de solidarité.

L'école est aujourd'hui à un point de rupture : elle a besoin de moyens et de concertations, or le ministère de l'Éducation nationale s'entête dans ses passages en force. Sa politique éducative est unanimement rejetée par les personnels qui revendiquent au contraire de véritables augmentations de salaire, la baisse du nombre d'élèves par classe, des moyens pour l'école inclusive, mais aussi une

rénovation du bâti scolaire pour répondre aux enjeux écologiques actuels et protéger la santé et la sécurité des personnels et des élèves.

Alors que les programmes d'EVARS sont attendus et répondent à la nécessité de protéger les élèves, la ministre Anne Genetet n'aura pas eu le courage de les porter. SUD éducation revendique toujours leur publication et leur mise en œuvre.

Le projet de budget 2025 du gouvernement Barnier annonçait de nouvelles dégradations du service public d'éducation. Son abandon est une victoire, néanmoins nous aurons à nous mobiliser pour gagner les moyens dont l'école a besoin. SUD éducation appelle d'ores et déjà, avec les autres organisations syndicales, à la grève le 16 janvier pour les droits des personnels AESH : un vrai statut, un vrai salaire pour les AESH. Cette journée pourra aussi être un point d'appui pour les AED, afin de construire une mobilisation d'ampleur pour leurs conditions de travail, des augmentations de salaires et un vrai statut.

L'anniversaire des 20 ans de la loi de 2005 pour l'égalité des droits des personnes handicapées devra permettre de faire entendre les revendications des personnels pour l'école inclusive et un vrai accès à l'école pour tou·tes les enfants sans discrimination.

Après le succès de la mobilisation du 5 décembre, le mois de janvier sera celui de l'amplification du rapport de force, parce que les mobilisations salariales, les mobilisations pour gagner et défendre le statut de fonctionnaire et les mobilisations pour l'école inclusive constituent un seul et même combat : celui de la solidarité et de l'égalité pour un vrai service public d'éducation de qualité !

Alors mobilisons-nous pour le service public d'éducation !